

La violence du nouveau « politiquement correct »

Posté le : 10 juillet 2009 11:40 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes

Nous n'aimons pas beaucoup le terme de « politiquement correct ». Le néologisme couvre un concept flou et se prête à toute sorte d'utilisation. On voit sur les forums les communistes se dirent victimes du politiquement correct libéral, les catholiques du politiquement correct laïc, les entrepreneurs du politiquement correct énarquique, les sympathisants du Front national du politiquement correct immigrationniste, les mouvements sionistes du politiquement correct en faveur des palestiniens etc.

Toutes les pensées un peu marginalisées se disent victimes du politiquement correct, ce qui ne donne aucune indication sur la validité de leurs thèses, sinon qu'elles sont généralement non admises dans les médias, vilipendées un peu partout et suspectes à l'opinion publique.

Nous préférons l'expression anglaise « self righteous » qu'il n'est pas si facile à traduire en français et qui exprime cette idée que pour certains quelques règles morales sont au dessus de toute discussion et doivent s'imposer violemment avec tout le mépris nécessaire pour le contrevenant qui ose braver les convenances généralement admises par la communauté.

Naturellement cette manière odieuse de bloquer le discours politique est associée au bien et au mal. On est d'autant plus impitoyable qu'on représente le Bien. Cette posture vous libère fort opportunément d'avoir à exprimer le moindre argument. Le Bien ne se discute pas. Il n'a pas à se justifier. Il doit s'imposer. Lorsque l'Etat était associé à une religion majoritaire, le Bien absolu et indiscutable était l'affaire des prêtres et le corps de doctrine était confié à un aréopage voire à un pape infaillible.

Aujourd'hui tout un chacun se fait curé et prêche inlassablement, avec à certains moments et sur certains sujets, des conjonctions qui font du prêche un « must » de la vie politique et médiatique. Evidemment cela donne des réprobations changeantes. Les dogmes politico médiatiques sont plus fugaces que les bulles du pape.

On constate que malgré leur fugacité, les oukases de l'opinion tendent à devenir de plus en plus violents.

L'idée que les personnes ont des droits fondamentaux qui doivent être respectées commencent à sombrer doucement au moment où les élus de droite reprennent à qui mieux-mieux des slogans qui étaient jusqu'ici l'apanage de l'extrême gauche ou de divers Savonarole.

Ne voit-on pas des députés de droite envisager le « salaire maximum » une idée que George Marchais avait beaucoup développée lors de sa polémique avec le PS sur la réactualisation du « programme commun ». A partir d'une certaine somme, c'était simple, l'Etat reprenait tout par l'impôt. De tête il avait placé la barre autour de 3.000.000 de Francs, soit 450.000 Euros d'aujourd'hui.

On voit des suggestions dans la majorité de droite « ici et maintenant » d'effectuer ce blocage vers 1 millions d'euros, le même montant si on tient compte de l'inflation. On agrmente la chose de

diverses interdictions sur les parachutes dorés, les retraites chapeaux, l'intéressement etc.

Les plus vicieux proposent des doubles impositions : une rémunération jugée inconvenante serait taxée à l'IS (en la rendant non déductible) puis comme une rémunération classique (IR, CSG, ISG etc.). Il faut bien voir que le cumul des impôts réduit de près de 90% les sommes disponibles, qui dépensées, en prendront encore un petit coup avec la TVA.

Rappelons le : il s'agit de propositions confiscatoires émanant d'une partie de la droite pure et dure convertit par la crise et le besoin de trouver des boucs émissaires à la crise par une violence fiscale et règlementaire inédite.

Pas si inédite que cela diront les fins connaisseurs, puisque J. Chirac avait pérennisé un système fiscal qui pouvait priver quelques dizaines de milliers de contribuables de 100% de leur revenu.

S'impose donc un politiquement correct trans-partis qui voudrait que la propriété privée et la liberté contractuelle ne soient plus des absolus constitutionnels mais des réalités réductibles aux foucades de l'opinion publique relayées par les medias et les nécessités électorales.

A l'occasion du lancement politique de l'idée d'un grand emprunt national, on a vu également des parlementaires de droite suggérer de rendre OBLIGATOIRE la souscription en même temps qu'un concert de voix moralisatrices s'employaient à expliquer que c'était les pauvres qui remboursaient l'emprunt et qui donc payaient les riches (ce qui est une présentation biaisée, les riches payant l'essentiel de l'impôt).

L'emprunt se devait donc d'être peu rémunérateur et dépourvu des séductions capitalistes de ses prédécesseurs, qui avaient tant coûté à la République.

Couplé avec la problématique du retour des capitaux ayant fuit à l'étranger, cela donnait à peu près ceci : les capitaux qui rentreront ne seront taxés qu'à 60% et échapperaient aux pénalités à conditions de s'investir dans l'emprunt national pour l'ensemble de sa durée. Evidemment pendant toute la durée de l'emprunt ils seraient taxables à l'ISF sur le capital et à l'IE, la CSG etc. pour les intérêts.

On laissera au lecteur le soin de calculer, pour la tranche à 1.8%, ce que cela donnerait en cas d'emprunt de 50 ans ! Sans prendre en compte le risque à moyen terme d'inflation voire d'hyperinflation que font naître les délires de création monétaire actuelle sur fond de régression de la production.

L'environnement est aussi un thème de mesures radicales et coercitives. M. Rocard annonce benoîtement que la nouvelle taxe carbone devra comme la CSG qu'il a imposée en son temps gonfler indéfiniment au fur et à mesure du temps pour jouer pleinement son rôle. Mais qu'on en dispensera les économiquement faibles. L'essentiel de la dépense carbone des particuliers est liée au transport en voiture vers les lieux de travail et au chauffage.

Les Français qui ont arbitré en faveur d'un logement pas cher mais loin doivent néanmoins être protégés dit Rocard. L'emploi de la voiture devra donc être exclu de la taxe pour ceux là ! Comme il faut que « les pauvres » se chauffent à des coûts raisonnables, on fera aussi des exceptions pour eux. Evidemment cela ôte toute efficacité à la taxe carbone qui n'a de sens que si elle a un effet sur les masses.

On entre alors dans des contradictions insolubles entre bouts de politiquement correct. Les tours sont un péché, on le sait. « Les Français n'en veulent pas ! ». Le Figaro pour surfer sur la vague a même organisé un sondage sur « la tour que vous détestez le plus » avec triomphe de la tour Montparnasse. Seulement voilà : pour réduire les transports il faut concentrer la ville et lutter contre la tendance de la classe moyenne de rechercher des logements pas chers et de bonnes conditions de vie à grande

distance des pôles d'emploi.

Cette concentration doit être aussi socialement correcte : il faut 25 à 30% de logements aidés pour « les pauvres » et les immigrés. On voit l'image : des tours d'habitation que les gens ne veulent pas habiter en se mélangeant avec des populations que beaucoup préfèrent fuir et une circulation en transports en commun saturés vers des entreprises disséminés « du Havre jusqu'à Notre Dame », pour reprendre un des projets de grand Paris présenté. Sous la contrainte !

Il faut ajouter les suggestions d'imposer des quotas de femmes dans les directions et comités d'entreprise sous peine d'amendes drastiques.

Bonjour Kafka.

Le Français est né malin, mais la France, elle, est mal désormais bien mal partie si elle abandonne propriété privée et libertés civiles à un politiquement correct transparti de plus en plus contradictoire et violent.